

Questions orales

efficace, que fera le premier ministre pour ressusciter VIA après l'avoir détruite aujourd'hui?

M. Mulroney: Pour répondre à la première et, probablement, la plus importante inexactitude des propos du chef de l'opposition, je tiens à dire que nous n'avons nullement détruit VIA aujourd'hui. Nous avons maintenu la compagnie, dans une forme que les Canadiens peuvent payer.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: Il est vrai, monsieur le Président, que nous n'avons pas toutes les réponses en ce qui a trait aux besoins en matière de transport au XXI^e siècle. Nous avons chargé une commission royale de se pencher non seulement sur le transport des voyageurs, mais également sur le transport combiné, à partir de l'infrastructure nécessaire aux aéroports jusqu'au transport en général, en passant par le service ferroviaire et le service d'auto-bus.

Si on s'était penché ainsi sur les problèmes de transport à une certaine époque dans le passé, le gouvernement fédéral aurait pu éviter des fiascos comme l'aéroport Mirabel.

Des voix: Bravo!

M. Mulroney: C'est précisément pour éviter ce type de politique lancée par caprice par un gouvernement libéral que nous allons chercher à obtenir les conseils des plus grands experts, afin d'établir un schéma directeur pour le Canada, pour une nation hautement évoluée entrant dans le XXI^e siècle, dans le but de répondre à nos besoins en matière de transport.

M. Brian Tobin (Humber—Sainte-Barbe—Baie Verte): Monsieur le Président, en ce qui a trait à VIA Rail, le premier ministre commence à tenir des propos qui ressemblent à ceux de l'officier américain qui, durant la guerre du Vietnam, déclarait qu'il avait dû détruire le village afin de le sauver.

Aujourd'hui, le premier ministre a envoyé son message à la tribune de la presse, afin d'annoncer que 2 761 employés de VIA vont être licenciés, que trois millions de Canadiens qui ont profité des services ferroviaires en 1988 ne pourront plus le faire et que plus de la moitié du réseau de VIA est supprimée—en bref, c'est la fin de VIA Rail.

Pourquoi le premier ministre, qui n'a pas dit mot de tout ceci durant la dernière campagne électorale, trahit-il les handicapés, les personnes âgées, les jeunes, les pauvres, les petites villes et les régions du pays?

M. Mulroney: Monsieur le Président, selon moi, nos collègues libéraux vont devoir se décider. Le chef de l'opposition vient juste de me reprocher d'avoir trop

parlé de VIA Rail au cours de la dernière campagne électorale. Or, voilà maintenant que mon vis-à-vis affirme que j'ai passé cette question sous silence.

Le fait est que le gouvernement maintient un réseau voyageurs et entreprend des études qui, nous l'espérons, permettront de répondre aux besoins des Canadiens en matière de transport bien après le tournant du siècle.

Sauf erreur, mon collègue sera le premier à reconnaître qu'on ne peut bâtir un réseau de transport adapté au XXI^e siècle à partir d'une infrastructure datant du XIX^e siècle. C'est ce à quoi nous essayons de remédier.

M. Tobin: Monsieur le Président, il faut un toupet monstre pour annoncer une commission royale d'enquête sur le gâchis que le gouvernement a fait de l'infrastructure des transports au Canada, mais c'est précisément ce que vient de faire le premier ministre.

Comment le premier ministre peut-il espérer que les Canadiens croient que le gouvernement désire un avis impartial alors qu'il a déjà, sans consultation, démembré VIA Rail? Est-ce que cette commission royale fera autre chose qu'une autopsie de la dernière victime du premier ministre?

M. Mulroney: Monsieur le Président, le chef de l'opposition officielle disait que nous avons tué VIA Rail. Maintenant, c'est moins grave, nous l'avons seulement démenbrée. Je prétends que nous avons sauvé VIA Rail.

L'hon. Edward Broadbent (Oshawa): Monsieur le Président, ma question s'adresse au premier ministre. Seul le premier ministre du Canada peut dire que réduire quelque chose de 51 p. 100 est une façon de le sauver. C'est une logique conservatrice.

Je voudrais demander ceci au premier ministre. L'annonce faite aujourd'hui par le ministre des Transports signifie, au minimum, la perte de 11 000 emplois, directement et indirectement, à VIA Rail et dans les localités touchées. Cela signifie l'anéantissement des services régionaux dans la région de l'Atlantique et ailleurs—une réduction majeure du service national en matière de transport. Maintenant, nous allons avoir une commission royale d'enquête qui va coûter des millions.

• (1430)

Je voudrais que le premier ministre nous dise pourquoi le gouvernement n'a pas annoncé sa commission royale et étudié ses conclusions, avant de décider de la destruction du service dans tout le pays?

M. Mulroney: Monsieur le Président, je suppose que si l'on fait abstraction du baratin, ce que le député veut savoir concerne la commission royale.